

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 215 (PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



Présenté par
M. Jean-François Bertrand

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

Projet de loi n° 215

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la Ville de Beauport

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Beauport et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, édictée par l'article 1 du chapitre 91 des lois de 1975, soit modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est modifiée, pour la ville, par l'insertion, après l'article 96, du suivant:

«**96a.** Les chèques, documents bancaires et autres effets négociables sont signés par le maire ou par un des conseillers nommés par résolution du conseil et par le trésorier ou l'assistant-trésorier. La signature du maire et du trésorier peut être remplacée par un fac-similé imprimé, gravé ou autrement reproduit et toute telle signature imprimée, gravée ou autrement reproduite est censée à toutes fins être la signature du maire et du trésorier.»

2. Ladite loi est modifiée, pour la ville, par le remplacement du quatrième alinéa du paragraphe 26° de l'article 427 par le suivant:

«Pour obliger tout propriétaire d'immeubles à installer et tenir en bon état d'opération une soupape de sûreté ou une pompe automatique aux endroits indiqués afin d'empêcher le refoulement des eaux d'égout. À défaut par le propriétaire d'installer et de tenir en bon état d'opération ces soupapes ou pompes, la ville n'est pas responsable des dommages causés à l'immeuble ou à son contenu par suite d'inondation causée par le refoulement

des eaux d'égout. L'absence ou le défaut d'entretien de ces soupapes ou pompes constitue une présomption qu'il n'y aurait pas eu refoulement si elles avaient été installées et entretenues.»

3. L'article 429 de ladite loi est modifié, pour la ville:

a) par le remplacement du cinquième alinéa du paragraphe 8° par le suivant:

«Pour obliger le propriétaire de tout terrain à soumettre au préalable au conseil de la corporation municipale ou à un officier désigné à cette fin par le conseil, tout plan de division ou de redi-
vision de ce terrain ou de modification ou d'annulation du livre de renvoi d'une subdivision ou d'un lot, que ce plan prévoit ou non des rues, et à obtenir du conseil ou de l'officier en question un permis de lotissement;»;

b) par le remplacement du septième alinéa du paragraphe 8° par le suivant:

«Pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan de division, subdivision, redivision ou d'ajouté de lot, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire cède à la corporation municipale, pour fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan et situé à un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur réelle du terrain compris dans le plan, malgré l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière (1971, chapitre 50). Le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat ou à l'aménagement de terrains à des fins de parcs et de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation municipale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux. La municipalité peut toutefois disposer, à titre onéreux, conformément au sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 de l'article 26, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent alinéa s'ils ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, et le produit doit en être versé dans ce fonds spécial;»;

c) par l'addition, à la fin du paragraphe 8°, de l'alinéa suivant:

«Pour prohiber l'exhaussement de tout terrain ou parcelle de terrain à un niveau supérieur au niveau moyen de tout autre terrain ou parcelle de terrain situé en tout ou en partie dans un rayon de deux cent pieds;»;

d) par l'insertion, après le paragraphe 16°a, du suivant:

«16°b. Pour construire, administrer et entretenir un système de conduits souterrains où doivent être placés tous les fils de télégraphe, de téléphone, de télévision et d'éclairage électrique; les fils de distribution de force motrice; les câbles et lignes de transmission appartenant à toute personne détenant ou exerçant un droit ou un privilège à la surface, au-dessus ou au-dessous des ruelles privées et des rues, voies, places et ruelles publiques, ces conduits devant être d'une dimension et d'une capacité suffisante pour répondre amplement aux besoins actuels et, dans la mesure du raisonnable, aux exigences futures; régler généralement l'usage de ce système de conduits.

Les règlements déterminant l'usage, l'administration et l'entretien des conduits souterrains entrent en vigueur et ont leur effet à compter de leur approbation; avec ou sans modification, par la Régie des services publics.

À mesure que la ville décide de construire des conduits souterrains dans une partie quelconque de son territoire, tout propriétaire de câbles ou de lignes de transmission visé par le premier alinéa doit, sur avis à cet effet, lui fournir les renseignements qu'elle lui demande et déclarer quelle portion de ces conduits il désire réserver.

La ville est autorisée à imposer une amende de vingt-cinq dollars pour chaque jour de retard à fournir ces renseignements et à faire cette déclaration, à compter du soixantième jour de la mise à la poste de cet avis.

Il y a un appel à la Régie des services publics, à l'instance de la ville ou d'une partie intéressée, de tout règlement, de toute décision et de tout acte quelconque de la ville, dans toute affaire se rapportant à cette entreprise de canalisation.

Cet appel doit, sous peine de déchéance, être interjeté dans les trente jours de la date de la signification à la partie intéressée ou de la publication, dans un journal français et dans un journal anglais circulant dans la ville, d'un avis annonçant le fait appealable.

L'appel est formé aux moyen d'une inscription déposée entre les mains du secrétaire de la Régie des services publics; avis doit être signifié à la partie adverse ou à son procureur.

Le conseil peut contraindre toute personne possédant, employant ou entretenant des poteaux, des fils ou câbles aériens, ou de lignes de transmission, à les faire disparaître et à installer dans les conduits souterrains des fils conducteurs convenables, de la manière qu'il spécifie.

Lorsqu'une personne possédant des câbles ou fils aériens dans une rue, ruelle ou place publique refuse de les faire dispa-

raître et d'installer dans les conduits souterrains de la ville des fils conducteurs convenables, la Régie des services publics peut l'y contraindre, sur appel de la ville.

La ville est autorisée, par règlement approuvé par la Régie des services publics, à imposer et à percevoir un tarif de toute personne utilisant ses conduits souterrains;»;

e) par l'insertion, après le paragraphe 20°a, du suivant:

«20°b. Pour établir le genre de service que la ville juge approprié quant à l'enlèvement de la neige sur les voies publiques, et ce, dans chaque cas.

La répartition du coût de ce service s'établit entre les propriétaires de toute rue, groupe de rues ou partie de rue, et cette répartition peut se faire soit sur l'évaluation municipale des terrains ou bâtisses, selon la superficie totale d'un terrain ou la superficie de terrain libre de bâtisse ou sur la distance en bordure des rues; une combinaison de ces procédés de taxation peut également s'appliquer et la ville peut également répartir ce coût de façon différente entre les propriétaires de toute rue, groupe de rues, partie de rue ou secteur et ceux de toute autre rue, groupe de rues, partie de rue ou secteur de la municipalité.

Dans la répartition de ce service, la part qui serait afférente aux immeubles exempts de toute taxe foncière peut être mise à la charge, soit de l'ensemble des biens-fonds imposables de la ville sur la base de leur valeur tel qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année, ou soit de l'ensemble des biens-fonds des propriétaires de toute rue, groupe de rues, partie de rue ou secteur de la municipalité.

La ville peut établir à l'avance le taux de taxation applicable à ce service pour l'inclure avec le compte de taxes annuelles ou facturer le propriétaire concerné selon le coût réel de ce service en incluant les frais d'administration et financiers; cette créance de la ville est privilégiée aux mêmes titres et conditions que les taxes municipales;»;

f) par l'insertion, après le paragraphe 21°, du suivant:

«21°a. Pour décréter qu'advenant le dépôt de neige provenant d'une propriété dans toute rue ou place publique de la ville, elle pourra être enlevée aux frais du propriétaire de la propriété d'où elle provient, sous réserve de tout autre recours, lesdits frais constituant le coût réel de l'enlèvement plus une somme de dix pour cent pour frais d'administration, cette créance constituant une charge sur la propriété, assimilée à la taxe foncière, et recouvrable de la même manière;».

4. L'article 469 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'insertion, après le paragraphe 22°, du suivant:

«22°a. Pour prohiber les dépotoirs dans la ville.

Aux fins du présent paragraphe, le mot «dépotoir» désigne tout endroit où des objets de rebut sont déposés ou accumulés; ce mot comprend notamment un cimetière d'automobiles.

Lorsqu'une infraction à un tel règlement est commise, les personnes suivantes sont passibles des peines qui y sont prévues:

- a) le propriétaire, locataire ou occupant du terrain;
- b) les propriétaires des véhicules qui y sont déposés.

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que les objets de rebut ou véhicules dans le dépotoir qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés, dans un délai de huit jours à compter de la sentence, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant du lot, ou par les propriétaires des véhicules et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les objets de rebut ou véhicules soient enlevés par la ville aux frais de cette ou de ces personnes.

Tous les frais encourus par la ville pour enlever ou faire enlever les objets de rebut ou les véhicules constituent contre la propriété où étaient situés les objets de rebut ou les véhicules, une charge assimilée à la taxe foncière et sont recouvrables de la même manière;».

5. L'article 470 de ladite loi est modifié, pour la ville, par l'addition des alinéas suivants:

«La corporation peut disposer de la façon qu'elle détermine et sans formalité des véhicules automobiles confiés à sa garde, abandonnés ou trouvés et non réclamés après un délai de trente jours lorsqu'ils ont été fabriqués depuis plus de sept ans; ce délai est de vingt-quatre heures dans le cas d'un véhicule sans moteur ou dans un état tel, qu'il constitue un objet de rebut.

La municipalité n'est alors responsable à l'égard du propriétaire que du produit de la vente, déduction faite des frais de conservation, de vente et des autres dépenses qu'elle a encourues, si le véhicule a été vendu, et n'est tenue d'aucune indemnité ou compensation s'il a été détruit.»

6. L'article 472 de ladite loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° Pour décréter que le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'un terrain, d'y laisser un ou des véhicules automobiles fabriqués

depuis plus de sept ans, non immatriculés pour l'année courante et hors d'état de fonctionnement, de laisser pousser sur ce lot ou ce terrain, des branches, des broussailles ou des mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, des déchets, des détritux, des papiers, des bouteilles vides et des substances nauséabondes, constitue une nuisance.

Pour imposer des amendes au propriétaire, au locataire ou à l'occupant qui laissent exister ces nuisances sur ces lots ou terrains, ou pour prendre ou imposer toute mesure destinée à éliminer ou empêcher ces nuisances.

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que les nuisances qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevées, dans un délai de huit jours à compter du jugement, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les nuisances soient enlevées par la ville aux frais de cette ou de ces personnes.

Tous les frais encourus par la ville pour enlever ou faire enlever les nuisances ou pour mettre à exécution toute mesure destinée à éliminer ou empêcher ces nuisances constituent contre la propriété où étaient situées les nuisances, une charge assimilée à la taxe foncière et sont recouvrables de la même manière.

Pour les fins du présent paragraphe, «véhicule automobile» désigne tout véhicule au sens du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231);».

7. Ladite loi est modifiée, pour la ville, par l'insertion, après l'article 541, du suivant:

«**541 a.** Le pourvoi devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec ou en cassation du rôle d'évaluation n'affecte d'aucune façon l'exigibilité des taxes.»

8. La Charte de la Ville de Beauport, édictée par l'article 1 de la Loi regroupant certaines municipalités de la région de Québec (1975, chapitre 91), est modifiée:

a) par le remplacement de l'article 18 par le suivant:

«**18.** Le taux de la taxe foncière générale est uniformisé par le conseil, mais il peut, quant aux immeubles situés dans l'ancienne ville de Beauport, pour les exercices financiers 1979 et 1980, être inférieur de \$0.20 et \$0.10 respectivement par cent dollars d'évaluation au taux de la taxe foncière générale ci-dessus prévue.»;

b) par le remplacement de l'article 23 par le suivant:

«**23.** Les déficits accumulés de chacune des municipalités mentionnées à l'article 2 ainsi que les taxes imposées suivant les règlements numéros 76-061 et 76-062 adoptés par la ville le 30 décembre 1976 et les taxes spéciales imposées par le règlement numéro 263 de l'ancienne ville de Villeneuve et par le règlement numéro 685 de l'ancienne cité de Giffard sont à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la ville suivant leur évaluation tel qu'elle apparaît au rôle en vigueur chaque année.

Le règlement de consolidation adopté en vertu du premier alinéa ne requiert aucune autre approbation que celle du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec.»;

c) par l'abrogation des articles 24 et 25.

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.